

# ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

DEUXIÈME SESSION

---

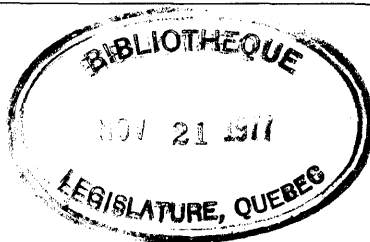
## Projet de loi n° 78

Loi modifiant la Loi de la Législature

---

Première lecture

---



PRÉSENTÉ

Par M. ROBERT BURNS

Ministre d'État à la réforme électorale et parlementaire

---

CHARLES-HENRI DUBÉ, ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 7

## Projet de loi n° 78

### Loi modifiant la Loi de la Législature

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

#### Article premier

L'article 67 de la Loi de la Législature (Statuts refondus, 1964, chapitre 6), modifié par l'article 13 du chapitre 9 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa, par le suivant:

«**67.** Nul député n'est sujet à une action, à une arrestation ou à un emprisonnement, ou à des dommages-intérêts en raison d'une matière ou chose par lui présentée par pétition, projet de loi, résolution, proposition ou autrement, à l'Assemblée nationale ou à une de ses commissions, ou en raison de paroles par lui prononcées devant cette Assemblée ou une de ses commissions quel que soit le mode par lequel ces paroles sont publiées ou diffusées.»

#### Art. 2

L'article 72 de ladite loi, modifié par l'article 18 du chapitre 9 des lois de 1968, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa, par les suivants:

«**72.** Dans le cas où il est intenté une action civile à raison ou en conséquence de la publication de quelque exemplaire d'un rapport, d'un document, d'un compte rendu officiel des débats ou d'un procès-verbal des votes ou délibérations de l'Assemblée nationale, le défendeur peut, en tout état de cause, produire devant le tribunal ou le juge ce rapport, ce document, ce compte rendu

#### NOTE EXPLICATIVE

*Ce projet établit que l'immunité parlementaire accordée aux députés en raison des paroles qu'ils prononcent à l'Assemblée nationale ou à une de ses commissions est garantie quel que soit le mode par lequel ces paroles sont publiées ou diffusées. Cette immunité s'applique également en faveur des diffuseurs, selon certaines modalités, pour la diffusion en direct ou en différé par radio, télévision ou câblodistribution des travaux de l'Assemblée nationale ou de ses commissions.*

officiel des débats ou ce procès-verbal des votes ou délibérations, ainsi que cet exemplaire, accompagné d'un affidavit constatant l'identité du rapport, du document, du compte rendu officiel des débats ou du procès-verbal des votes ou délibérations et attestant la fidélité de l'exemplaire.

Dans le cas où une telle action est intentée en raison de la diffusion en direct par radio, télévision ou câblodistribution des travaux de l'Assemblée nationale ou de ses commissions, le défendeur peut, en tout état de cause, produire une copie du compte rendu officiel des débats accompagnée d'un affidavit attestant la fidélité de la diffusion et son caractère de simultanéité.»

### Art. 3

L'article 73 de ladite loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

«Il en est de même si, dans le cas d'une diffusion en différé de la totalité ou d'une partie des travaux de l'Assemblée nationale ou de ses commissions, la preuve est faite que cette diffusion a été faite de bonne foi et sans malice.»

### Art. 4

La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.